



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

**Service Prévention des Risques Techniques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

modifiant les dispositions relatives aux conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la Société LAFARGE GRANULATS, située aux lieux dits « Plan de la Perrusis » et « Iscles du Temple » - Quartier de la Baronne à Cavaillon (84 300)

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le Code de l'environnement notamment le titre Ier du livre V, et ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** le schéma régional des carrières de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur approuvé par arrêté du 13 mai 2024 ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 approuvé par arrêté du 21 mars 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 44 du 23 avril 1997, autorisant la société Lafarge Granulats France SAS à exploiter une installation de traitement des matériaux, implantée aux lieux-dits "Plan de la Perussis" et "Isclès du Temple", Quartier La Baronne, sur le territoire de la commune de Cavaillon (84 300), complété par les arrêtés n° 151 du 19 décembre 1997 et n° 126 du 28 juillet 1999 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 33 du 8 avril 2002, autorisant la société Lafarge Granulats France SAS à exploiter une carrière, implantée aux lieux-dits « Plan de la Perussis » et « Isclès du Temple », Quartier La Baronne, sur le territoire de la commune de Cavaillon (84 300), complété par les arrêtés n° 67 du 16 mai 2003, n° 22 du 2 mars 2004 et du 21 mai 2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2018 portant changement de dénomination sociale de la société Lafarge Granulats France qui devient LAFARGEHOLCIM GRANULATS SAS ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

**VU** la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

**VU** le dossier de porter à connaissance n° 231 572 de juillet 2023 transmis par courrier du 25 août 2023 par la société LAFARGE GRANULATS ;

**VU** la demande de compléments transmise à l'exploitant par mail du 15 novembre 2023 ;

**VU** les compléments apportés par l'exploitant, transmis par mail le 02 avril 2024 ;

**VU** le courrier de la société LAFARGE GRANULATS du 4 mars 2025 proposant une optimisation des travaux de remise en état dans le cadre de sa demande de prolongation de 3 années supplémentaires ;

**VU** le dossier de porter à connaissance pour la régularisation de déclaration IOTA des forages du site transmis par la société LAFARGE GRANULATS par mail à l'inspection le 29 juillet 2024 ;

**VU** l'avis favorable, sous réserve du respect de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 septembre 2003, transmis le 11 octobre 2024 par la DDT84 sur la régularisation IOTA des forages de la carrière de la société LAFARGE GRANULATS sur la commune de Cavaillon (84 300) ;

**VU** l'avis favorable du maire de Caumont sur Durance du 20 mars 2024 et l'avis du président du SMAVD concernant les conditions de remise en état des parcelles en régularisation, situées sur la commune de Caumont sur Durance en vue d'un retour à un usage naturel des terrains ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 juillet 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 11 août 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** les observations de l'exploitant adressées par courrier du 27 août 2025 suite au projet d'arrêté préfectoral transmis dans le cadre de la procédure contradictoire et qui ne sont pas de nature à modifier l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que, par courriers du 25 août 2023, du 2 avril 2024 et du 4 mars 2025 susvisés, la société LAFARGE GRANULATS a porté à la connaissance de monsieur le Préfet les modifications suivantes des conditions d'exploitation de la carrière implantée aux lieux-dits « Plan de Perussis » et « Iscles du Temple », Quartier de la Baronne à Cavaillon (84 300), à Cavaillon (84) :

- l'adaptation de la production annuelle moyenne autorisée, avec un abaissement à 465 000 tonnes ;
- la demande de prolongation de trois ans de l'autorisation actuelle ;
- l'évolution des équipements utilisés pour l'extraction (nouvelle drague) ;
- la régularisation IOTA des forages du site ;
- l'optimisation des travaux de remise en état.

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 33 du 8 avril 2002 autorisait une exploitation de la carrière de la société LAFARGE GRANULATS sur 30 ans, soit jusqu'en avril 2032 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a sollicité en 2014 une augmentation de tonnage produit en contrepartie d'une réduction de durée d'autorisation, avec une fin d'exploitation avancée en 2028 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification sollicitée en 2014 a été actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2015 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que, toutefois, les conditions économiques n'ont pas permis à l'exploitant d'atteindre les tonnages prévus en 2014 et, qu'ainsi, le gisement a été exploité moins vite que prévu ;

**CONSIDÉRANT** que, pour cette raison, l'exploitant a sollicité en 2023 une augmentation de 3 années de son autorisation d'exploiter, en vue de finaliser l'extraction du gisement autorisé en 2002 ;

**CONSIDÉRANT** que, au cours de la prolongation de 3 années sollicitée, les opérations d'exploitation seront menées selon les mêmes modalités qu'actuellement et que les conditions de remise en état final de la carrière ne sont pas modifiées ;

**CONSIDÉRANT** la proposition d'optimisation du calendrier de remise en état dans le cadre de cette demande de prolongation, décrite dans le courrier du 4 mars 2025 susvisé, conduit à une fin d'exploitation à février 2031 ;

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre de la prolongation sollicitée de 3 ans, il n'y aura pas d'augmentation du tonnage total autorisé à l'extraction en 2002 et que la date de fin d'exploitation sollicitée (février 2031) reste inférieure à la date initialement autorisée en 2002 (avril 2032) ;

**CONSIDÉRANT** que le changement de la drague utilisée pour l'extraction des matériaux vise à réduire les nuisances sonores émises lors de ces opérations ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de régularisation IOTA des forages de la carrière susvisée du 29 juillet 2024 a reçue un avis favorable de la DDT sous réserve du respect de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 septembre 2003 ;

**CONSIDÉRANT** que ces demandes de modifications des conditions d'exploitation de la carrière sont recevables et n'impliquent pas de nuisances supplémentaires ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des analyses effectuées dans le cadre de l'étude d'impact initiale, cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients « significatifs » pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ni à avoir d'incidences négatives notables sur l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46, ces modifications sont non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'arrêté n° 33 en date du 08 avril 2002 complété doivent être modifiées ou complétées pour prendre en compte l'impact de ces modifications sur ses dispositions et prescriptions ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de la protection des populations,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Champ d'application**

La société LAFARGE GRANULATS, ci-après nommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 14-16 Boulevard Garibaldi à Issy-les-Moulineaux (92 130), est tenue, pour sa carrière, implantée aux lieux-dits « Plan de Perussis » et « Iscles du Temple », Quartier de la Baronne à Cavaillon (84 300), de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### **Article 2 - Modification de l'article 1 de l'arrêté n° 33 du 8 avril 2002 complété**

Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 33 du 8 avril 2002 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« La société LAFARGE Granulats, ci-après nommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 14-16 Boulevard Garibaldi à Issy-les-Moulineaux (92 130) , est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter aux lieux-dits « Plan de la Perussis » et « Iscles du Temple » - Quartier de la Baronne, sur le territoire de la commune de Cavaillon (84 400), les installations classées suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation Capacités maximales	Régime *
2510-1	Carrières (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Voir article 3	A
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW.	1 000 kW Drague flottante et convoyeurs	E
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 3. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> .	9 000 m <sup>2</sup>	D

\* A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration

Le projet est soumis aux rubriques IOTA suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation Capacités maximales	Régime *
1.1.1.0.	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	6 forages dans la nappe d'accompagnement de la Durance et 8 piézomètres	D

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation Capacités maximales	Régime *
1.2.1.0.	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> /heure <b>ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau</b> ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau : <b>soit entre 324 m<sup>3</sup>/h et 810 m<sup>3</sup>/h</b>	Nappe d'accompagnement de la Durance : « <i>Alluvions de la Basse Durance</i> » code masse d'eau FRDG359  Débit total maximal de 369,1 m <sup>3</sup> /h	D

Régime : D (déclaration), NC (non classé). »

### Article 3 - Modification de l'article 3 de l'arrêté n° 33 du 8 avril 2002 complété

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 33 du 8 avril 2002 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 30 septembre 2029 pour l'extraction auquel viennent se rajouter 1 an et 5 mois pour la remise en état du site, soit le 28 février 2031 ; elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire de l'autorisation ou de ses contrats de forage.

Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

L'autorisation vaut pour une exploitation dont les modalités sont énoncées ci-après :

a) L'extraction sera effectuée sans rabattement de nappe :

- à la pelle mécanique ou au chargeur pour la couche du gisement hors d'eau ;
- à la pelle hydraulique à câble ou à la drague pour la partie en eau.

b) La production annuelle moyenne est de 465 000 tonnes et la production annuelle maximale de 600 000 tonnes.

Les installations seront conformes aux plans et engagements contenus dans le dossier de demande d'autorisation, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Exception faite des conséquences pouvant résulter de l'exécution des clauses énumérées dans le présent arrêté, toute modification notable des installations ou des conditions d'exploitation devra faire l'objet d'une demande préalable au préfet. »



#### **Article 4 - Modification de l'article 4 de l'arrêté n° 33 du 8 avril 2002 complété**

Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 33 du 8 avril 2002 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les travaux seront conduits conformément aux prescriptions du présent arrêté sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables, et particulièrement :

- de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières modifié ;
- de l'arrêté du 28 septembre 1971 fixant, par voie de dispositions générales, des mesures de prévention contre le risque de noyade lors des travaux d'extraction par déroctage ou dragage en fleuve, rivière ou plan d'eau ;
- de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;
- de l'arrêté ministériel du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de la déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;
- de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11/09/03 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des « articles L. 214-1 à L. 214-3 » du code de l'environnement et relevant de la **rubrique « 1.1.1.0 »** de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11/09/03 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant **des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0** de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié. ».

#### **Article 5 - Modification de l'article 22 de l'arrêté n° 33 du 8 avril 2002 complété**

Les prescriptions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral n° 33 du 8 avril 2002 complété susvisé sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Les boues de lavage des matériaux sont dirigées vers les bassins de séchage dédiés.

Une étude des incidences d'un rejet de ces boues directement dans le plan d'eau doit être réalisée et validée par monsieur le Préfet avant toute modification de ce fonctionnement. Cette étude doit prendre en compte notamment la présence de floculant dans les effluents (effets sur la faune / flore, la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines, le colmatage des berges...). Une mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction est également à transmettre, afin de prendre en compte cette évolution.

Tant que cette étude n'est pas réalisée et validée par monsieur le Préfet, 1 des bassins de décantation reste consigné pour servir au stockage des boues de lavage des matériaux. Ce bassin est référencé sur le plan figurant en annexe 2 du présent arrêté. »

#### **Article 6 - Modification de l'article 25 de l'arrêté n° 33 du 8 avril 2002 complété**

Les dispositions du point 2 « montant » de l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002 complété sont remplacées par les suivantes :

##### **« 2 – Montant**

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est fixée à :

- pour la période 2023-2026 : 118 349 € ;
- pour la période 2027-2031 : 97 804 €.

L'indice TP01 de référence est celui en vigueur en mai 2023 : 128,9. »

#### **Article 7 - Modification de l'annexe 2 de l'arrêté n° 33 du 8 avril 2022 complété**

Les plans de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° 33 du 8 avril 2002 complété sont remplacés par les plans de l'annexe 1 du présent arrêté.

#### **Article 8 - Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L.171-11, L.181-17, L.514-6 et R.181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

#### **Article 9 -**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

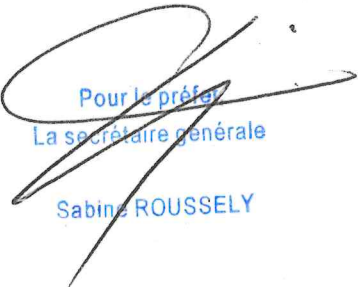


- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 10 – Exécution**

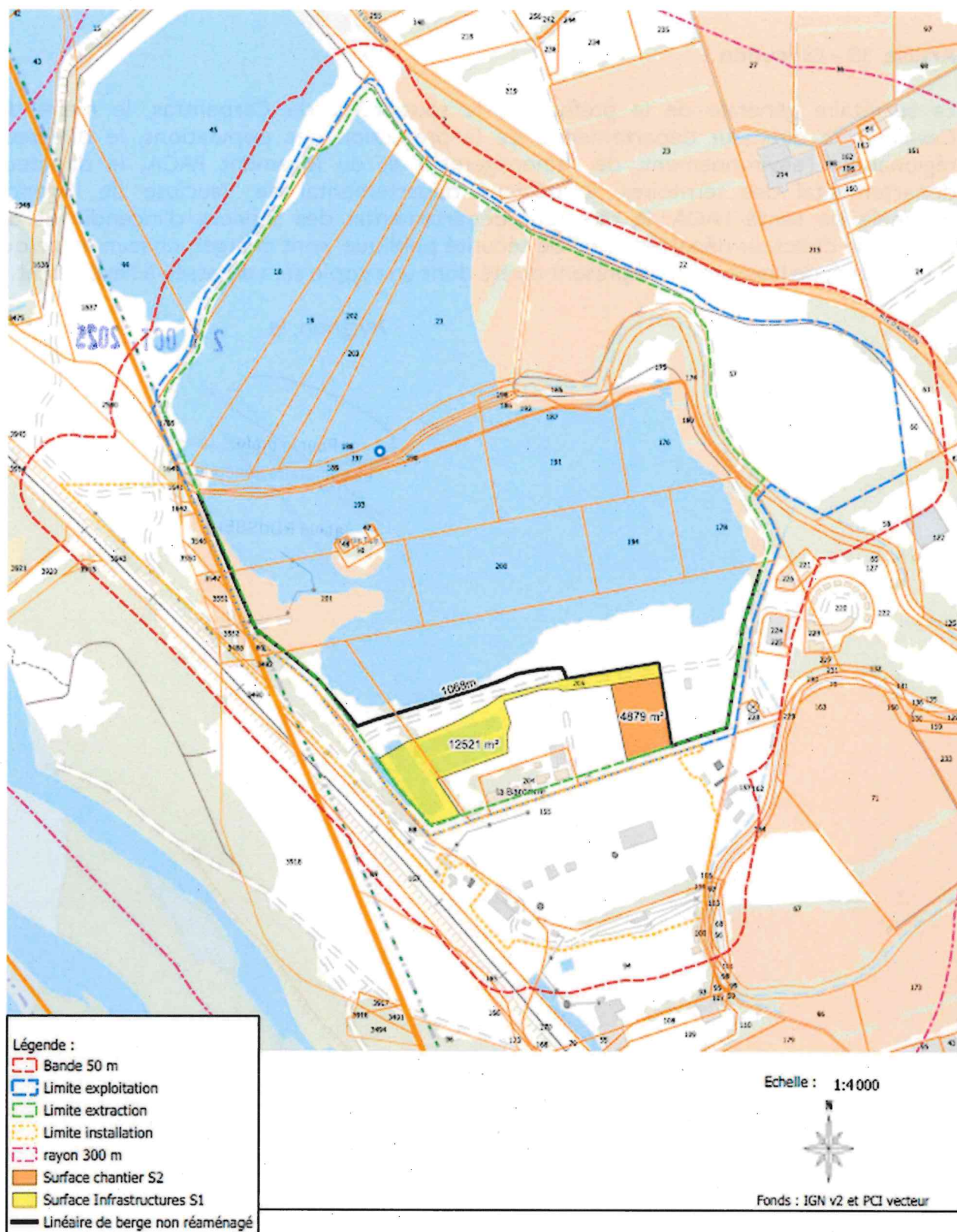
La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Cavaillon, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 21 OCT. 2025

  
Pour le préfet  
La secrétaire générale  
Sabine ROUSSELY

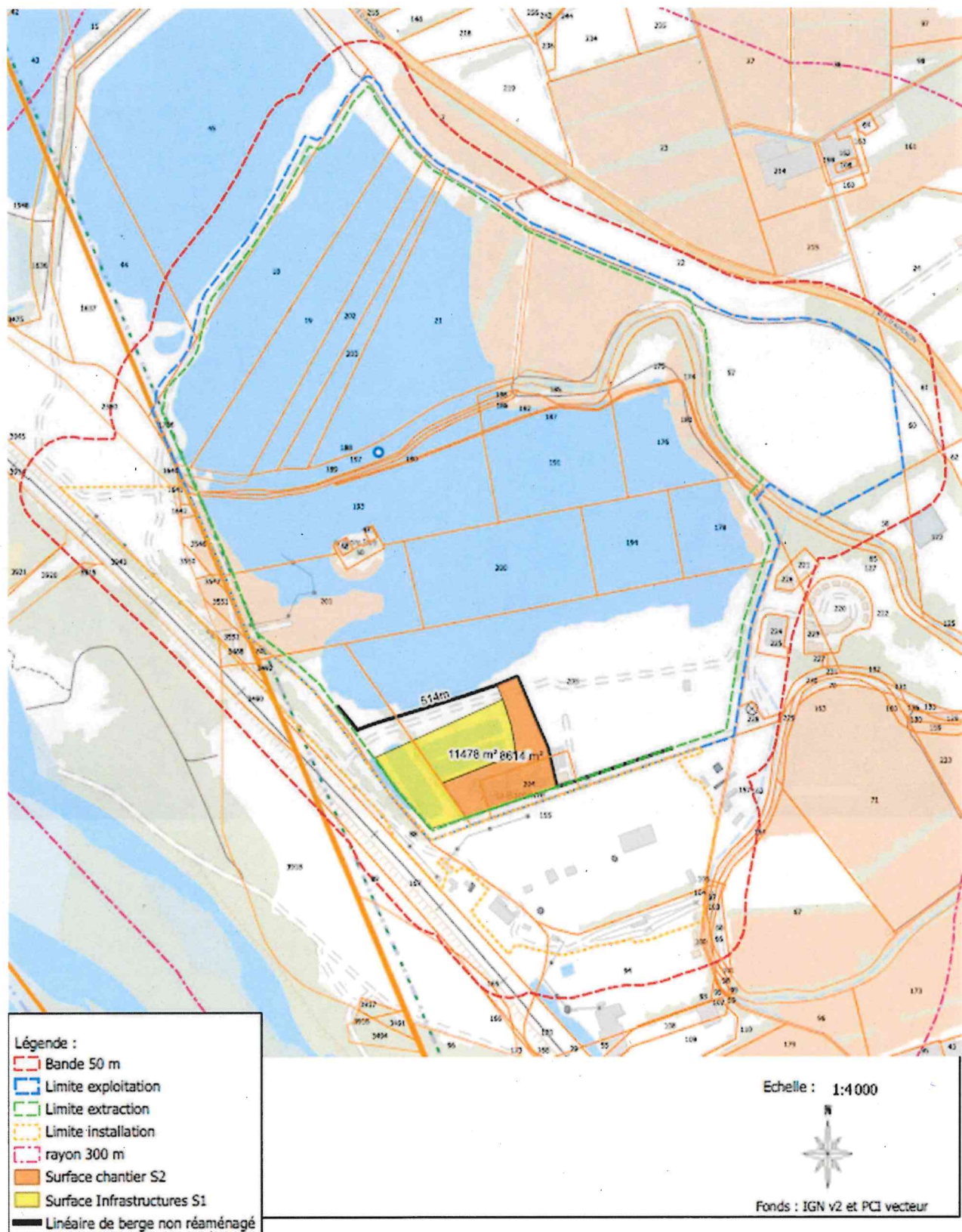
## ANNEXE 1 : plans de phasages modifiés

Période 2023-2027





## Période 2027-2031



## ANNEXE 2 : consignation d'un des bassins de décantation des boues

